

## Éducation nationale : entre 11,7 % et 33 % de personnels en grève dans...

7-8 minutes

11 % des personnels de l'Éducation nationale sont en grève ce mardi 26 janvier 2021, selon le MEN. Le Snes-FSU estime quant à lui que 40 % des personnels du second degré sont en grève. Un professeur des écoles sur trois le serait, selon le Snuipp-FSU. Les personnels de l'Éducation nationale mobilisés demandent notamment une revalorisation de leur rémunération, une meilleure gestion de la crise sanitaire ou encore des moyens supplémentaires pour la rentrée 2021. Les infirmières alertent également sur la loi 4D.



Manifestation des personnels de l'Education nationale à Paris le 26 janvier 2021 Droits réservés - DR

11 % des personnels de l'Éducation nationale sont en grève ce

mardi 26 janvier 2021, selon les chiffres du MEN communiqués à la mi-journée. Concernant les enseignants précisément, 11,72 % sont en grève dans le premier degré et 12,59 % dans le second, toujours selon le MEN. Des chiffres proches de ceux de la dernière grève, en novembre dernier, qui concernait surtout le second degré ([lire sur AEF info](#)).

Pour ce 26 janvier, dans le premier degré, le Snuipp-FSU prévoyait, hier, qu'un professeur des écoles sur trois serait en grève ([lire sur AEF info](#)).

Le Snes-FSU, qui évoque une "grande colère des personnels", estime, lui, à 40 % le taux de personnels du second degré (enseignants, CPE, PsyEN, AED et AESH) en grève ce mardi avec, souligne le syndicat, une "mobilisation particulièrement importante en collège, grand oublié des annonces de Jean-Michel Blanquer depuis des mois, notamment sur le plan sanitaire".

Des revendications salariales, sanitaires, de moyens supplémentaires

Une majorité de fédérations syndicales (FSU, Fnec-FP-FO, CGT éducation, SUD, SNCL, Snalc) (1), représentant tous les corps de personnels de l'Éducation nationale, appelait à la mobilisation. Revalorisation de leur rémunération ([lire sur AEF info](#)), critique de la gestion de la crise sanitaire ([lire sur AEF info](#)) (cf. encadré), demande de moyens supplémentaires pour la rentrée 2021 ([lire sur AEF info](#)) ou encore l'arrêt de la réforme de la formation des enseignants ([lire sur AEF info](#)) sont les mots d'ordre de la grève.

Dans son communiqué, le Snes estime ainsi que "plus personne n'est dupe des annonces sur une revalorisation tellement 'historique' que 69 % des personnels n'en verront pas

la couleur en 2021" (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). En outre, "dans les collèges et les lycées, les effets des suppressions d'emplois annoncées pour la rentrée 2021 deviennent concrets : classes à 28/30 élèves en collège, disparition des options artistiques ou des LV3, moins de possibilités de travail en petits groupes, vies scolaires abandonnées..." Et le Snes d'expliquer que "les AED et AESH sont maintenus dans une inacceptable précarité" et que "la poursuite des réformes à marche forcée (orientation, éducation prioritaire, lycée par exemple) est révélatrice du mépris ministériel".

Les infirmières mobilisées contre la loi 4D

La FCPE ainsi qu'une intersyndicale de l'ESR ([lire sur AEF info](#)) appelaient également à la mobilisation, tout comme le Snies-Unsa, deuxième syndicat d'infirmières de l'Éducation nationale (après le SNICS-FSU), bien que sa fédération ne fasse pas partie de l'intersyndicale.

En effet, lors d'un webinaire, le 26 janvier, Perrine Durand, secrétaire nationale du syndicat, justifiait la participation à la grève par l'inquiétude des infirmières autour de la "loi 4D" ([lire sur AEF info](#)). "Nous passerions à la fonction publique territoriale. Ce serait alors une politique départementalisée, non plus nationale, et cela créerait des inégalités, en termes d'offres et d'approches des soins. Aussi, cela modifierait le système de mutation : les agents ne seraient plus protégés par le rapprochement familial, par des critères de santé, etc.". Et le Snies de s'interroger également sur la diminution du nombre de congés ("notre seul avantage") et sur le fonctionnement hiérarchique.

**La CFDT demande des moyens pour la gestion sanitaire des cantines**

Dans un courrier commun du 20 janvier 2021 aux ministres de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et au porte-parole de la Coordination des employeurs territoriaux, le [Sgen-CFDT](#), la [FEP-CFDT](#) et la CFDT Interco alertent sur le fait que "le renforcement des protocoles sanitaires concernant la restauration scolaire ([lire sur AEF info](#)) risque de rester lettre morte, ou de devenir injonction contradictoire si cela doit se faire à moyens constants." Alors, pour pouvoir mettre en œuvre les nouvelles recommandations ([lire sur AEF info](#)), les organisations demandent le "recrutement d'agents par les collectivités territoriales et d'AED", que "les adultes travaillant sur le temps de la restauration scolaire soient dotés d'équipements de protection individuelle adaptée", que des "travaux soient conduits" et "l'installation de systèmes de ventilation performants et adaptés".

Dépêche n° 644173



3 min de lecture

Par [Erwin Canard](#) Publiée le 26/01/2021 à 12h32

MENministère de l'Éducation nationale

4Dprojet de loi relatif à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et à la décomplexification

Snuipp-FSUSyndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et Pegc - Fédération syndicale unitaire

CPEConseiller principal d'éducation

AEDAssistants d'éducation

AESHAccompagnant d'élève en situation de handicap

FSUFédération syndicale unitaire

Fnec-FP-FOFédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle - Force ouvrière

CGTConfédération générale du travail

SUDSolidaires, unitaires, démocratiques

SNCLSyndicat national des collèges et lycées

Snalcsyndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur

FCPEFédération des conseils de parents d'élèves

ESRenseignement supérieur et recherche

Snies-UnsaSyndication national des infirmiers et infirmières éducateurs de santé

SNICS-FSUSyndicat national des infirmiers/ères conseillers/ières de santé

Sgen-CFDTSyndicat général de l'Éducation nationale - Confédération française démocratique du travail

FEP-CFDTFédération de l'enseignement privé - CFDT

AEDAssistants d'éducation

SpelcSyndicat professionnel de l'enseignement libre catholique

Snec-CFTCSyndicat national de l'enseignement chrétien - Confédération française des travailleurs chrétiens